

Chapitre 7

Faire attendre, faire espérer

Suivant certaines lois de la gravitation géographique,
elle se rendit à Paris, comme le font ceux qui veulent
désespérément commencer une nouvelle vie

Antal Szerb

Le voyage et le clair de lune

« Je rêve d'une vie paisible, une vie normale, tu vois, un travail correct, une maison, les enfants à l'école, en bonne santé, c'est tout » (entretien, demandeuse d'asile congolaise, 5/03/05).

L'attente au CADA constitue le moment et l'espace pour réfléchir à l'avenir. Dans l'attente se construit et se déploie un imaginaire en rapport à l'« après », c'est-à-dire la fin de la procédure, où l'on commencerait une « nouvelle vie ». À la différence de la grande attention portée au passé dans le présent, le futur dans le présent ne semble pas avoir énormément intéressé les anthropologues (Munn, 1992). Dans les pages qui suivent j'essaierai d'aborder la façon dont cette problématique temporelle se pose pour les résidents dans leur présent en CADA. Le matériau recueilli rend compte de la réponse à leur demande d'asile comme une charnière, un moment clé dans leur parcours à partir duquel, si la réponse est positive, ils pourront envisager une « vie normale ». Il s'agit ici d'explorer le sens que mes interlocuteurs attribuent à cette « vie normale » et ainsi aborder leurs projets futurs.

Les imaginaires de normalisation des personnes rencontrées n'offrent pas d'image spectaculaire, bien au contraire, ils s'enracinent dans la quotidienneté banale de celui qui a un emploi pour subvenir à ses besoins, est entouré de sa famille et se trouve enfin installé. Cette nouvelle vie rêvée apparaît ainsi comme l'image inversée du présent de l'attente en CADA. Il sera question dans ce sens d'appréhender l'attente en ce qu'elle a d'espérance. Attendre c'est donc ici espérer. Faire attendre et faire espérer apparaissent en effet dans les discours de mes interlocuteurs comme les deux dimensions d'une même temporalité : la première en rapport à la durée, aux structures répétitives, et la deuxième portant sur les projections de l'avenir.

Espérer l'« après »

Objet de convoitise, « les papiers » apparaissent aux yeux de beaucoup des demandeurs d'asile rencontrés à la fois comme la source et le remède de tous les maux en France. Les « papiers », c'est-à-dire une carte de résidence, octroyée si la condition de réfugié leur est reconnue, viennent cristalliser la tension entre légalité et illégalité dans la vie de ces migrants. Les papiers marquent une frontière et rendent visible, tel que l'illustrent les vers du *Refugee Blues* écrit par W.H. Auden en 1939 : « Le consul a tapé sur la table et a dit : 'Si vous n'avez pas de passeport vous êtes officiellement mort' Mais nous sommes encore en vie, mon cher, nous sommes encore en vie ».

La mise en écrit, ou l'écrit tout court, se révèle parfois l'exercice brut, massif du pouvoir. Dans un exemple extrême, l'écrit peut même tuer, en inscrivant un ordre d'extermination (Dardy, 1990 : 113). « Les papiers » en tant que forme particulière d'écriture administrative apparaissent, au contraire, pour beaucoup d'interlocuteurs comme l'écrit qui rend la vie, la condition *sine qua non* pour atteindre cette « nouvelle vie » tant désirée qui adviendrait « après ». Octroyer des papiers implique d'attribuer une identité fixée par l'écriture. Cette mise en écriture fonctionne, suivant une lecture foucauldienne, comme procédure d'objectivation et d'assujettissement, sur laquelle je ne reviendrai pas. Je voudrais plutôt insister sur la valeur performative des papiers (Peirano, 2001) pour mes interlocuteurs, qui semblent dotés d'un pouvoir déterminant l'existence même de leur propriétaire, marquant le seuil, la possibilité de franchir la frontière vers la « nouvelle vie ». C'est comme si les papiers faisaient la « nouvelle vie » dont parle la plupart des demandeurs d'asile rencontrés en CADA. À leur valeur matérielle s'ajoute cette dimension symbolique. Il s'opère ainsi une sorte de fétichisation des documents car c'est à travers et grâce à eux que, pense-t-on, la « nouvelle vie » démarrera et les problèmes finiront.

S'intéresser à cette « nouvelle vie », ou plutôt, à ce que mes interlocuteurs imaginent qu'elle serait, implique d'examiner l'attente d'un point de vue jusqu'à présent inexploré dans ces pages : à partir des projections de l'avenir que contient toute attente. Demeurer pour la venue de quelqu'un ou de quelque chose serait la définition la plus simple et minimale du verbe *attendre*, mais si l'on s'intéresse à son étymologie, le terme renvoie au latin *tendere* qui signifie « tendre son esprit vers ». L'accent est mis ici

sur la dimension d'espoir et d'expectatives que possède toute attente. Dans ce sens, l'attente devient une quête, la poursuite d'un nouvel horizon. Dans la langue française, il est possible de retrouver cette signification dans l'édition de 1762 du dictionnaire de l'Académie française, où parmi les acceptions d'attente apparaît le verbe *espérer*, rejoignant le double sens du terme espagnol *esperar*, qui signifie en même temps attendre aussi bien qu'*espérer*, et qui illustre l'analyse développée dans ce chapitre. Bien que, comme le rappelle Reinhardt Koselleck (1990 : 313), ni les situations ni les enchaînements d'actions visés par l'attente dans sa dimension portée vers l'avenir ne soient en eux-mêmes des contenus d'expérience, cet aspect de l'attente constitue tout de même un objet d'expérience en ce qu'il peut se réfléchir au niveau de la conscience et apparaître de manière claire lorsque l'on s'interroge sur le *daydreaming* des demandeurs d'asile.

Imaginaires d'une « nouvelle vie »

C'est très fort, je ne peux pas y croire. [La reconnaissance du statut de réfugié,] c'est la première bonne nouvelle depuis qu'on est ici. Je ne peux empêcher les larmes, excuse-moi. Je me sens différent, maintenant les choses changent, c'est une nouvelle vie qui commence maintenant (conversation traduite de l'espagnol, réfugié cubain, 09/11/04).

Je n'avais plus de rendez-vous prévus pour l'après-midi et je décide donc de frapper chez José. S'il est là, nous pourrons peut-être aller boire un verre dans le café habituel, à deux pas de la gare. C'est son compatriote qui m'ouvre la porte, les larmes aux yeux. Qu'est-ce qu'il y a ? « On a obtenu l'asile », m'annonce-t-il en cherchant parmi les objets sur le lit la lettre de l'OFPRA qu'il venait presque d'ouvrir. José était chez des amis, il n'avait pas encore la bonne nouvelle. Je suis tout de même entrée dans la petite chambre que les deux Cubains partageaient depuis trois mois au CADA. Pedro avait quarante-six ans à l'époque. Il a fait des études en Sciences de l'Éducation et il est professeur d'anglais. Il est venu en France avec José, qu'il ne connaissait pas vraiment mais avec qui il s'était mis en contact à travers des connaissances. Ils se sont vus pour la première fois quelques semaines avant de quitter le pays. Ils étaient tous les deux dans la *oposición* anti-castriste. Depuis quelques années déjà, Pedro était engagé dans des activités politiques interdites. Il bougeait de plus en plus dans l'île en essayant de protéger sa femme. Les menaces, m'avait-il raconté la

première fois qu'on s'est vu, étaient habituelles, de même que les réunions clandestines, les messages codés, la méfiance à l'égard de tous et de chacun. Jusqu'à ce jour-là, je n'avais pas vraiment eu l'occasion de discuter longuement avec Pedro. Je l'avais croisé à plusieurs reprises, on avait partagé des moments dans la cuisine de l'étage, autour d'un café, lorsqu'il y avait José. Il m'avait toujours semblé replié sur lui, peu bavard. Cet après-midi, au contraire, mon arrivée inopinée lui avait permis de partager sa joie, raconter son angoisse, faire un toast pour la « nouvelle vie ». Lorsque je lui ai demandé ce qu'il comptait faire, ce qu'était en fait cette « nouvelle vie » qui commençait, Pedro m'a répondu, tout simplement, « une vie tranquille, comme tout le monde, être avec ma femme, avoir une vie normale ».

Dans son ethnographie du sida en Afrique du Sud, Didier Fassin (2006) fait allusion à la « nouvelle vie » et à la « vie normale » des malades. Il montre bien comment la découverte de la séropositivité marque un basculement de l'existence. Elle signifie plus que la perspective de la souffrance et de la mort, car c'est une autre vie qui commence, une nouvelle vie fondée sur de nouvelles valeurs (la vérité, la fidélité, la dignité, le respect, la solidarité)⁸⁴. La « vie normale » apparaît dans la bouche d'un de ses enquêtés, lorsqu'il décrit son existence au présent, auprès de sa compagne, avec les ressources de son allocation et la dignité face à la maladie (2006 : 380). Pour Pedro, au contraire, la « vie normale » est à conjuguer au futur, cette « nouvelle vie » qui lui donnera la paix et la tranquillité perdues viendra, pense-t-il, avec la régularisation de son statut juridique en France.

M. Bashe, demandeur d'asile albanais, rêve lui aussi de ce qu'il nomme une « vie normale » pour sa femme et ses futurs enfants : « Je veux une maison, un travail bien, qu'elle [sa femme] soit en forme et puis avoir des enfants, une vie normale ». Madina Isminova songe également à une « vie normale » après le statut. Dans cet imaginaire, le travail, la maison et les enfants occupent une place primordiale. Pour elle c'est davantage une « nouvelle vie » dès lors qu'elle pourra divorcer de son mari, qui n'habite plus avec elle au foyer depuis qu'elle a porté plainte contre lui à la suite d'un épisode de violence, que j'ai déjà eu l'occasion de développer :

« Avec les papiers OFPRA, la vie : je veux divorcer, après, école pour parler français, après travail. Moi, couture, couturière très bien. Pharmacie [elle a fait l'école pharmaceutique à Grozny], plus difficile. (...) Avec les papiers, oui, la vie. Je veux habiter ici en France. Pas de stress, pas nerveuse, et divorcer. Rester avec

les enfants. Les enfants à l'école et moi tranquille, la vie normale, une maison, un travail » (entretien, demandeuse d'asile tchétchène, 19/04/04).

L'idée d'une « vie normale », opposée au présent en CADA, apparaît aussi dans le discours d'Aké. Après deux mois sans avoir de ses nouvelles, je le revois, en juillet 2006, dans le café habituel de la Place de Clichy. Il ne va pas bien du tout, il me dit qu'il supporte mal sa situation. « Pourquoi je ne peux pas avoir une vie comme tout le monde, une vie un peu normale », se demande-t-il. Je reviendrai plus loin sur son angoisse, pour l'heure il m'intéresse de noter le regret d'Aké de ne pas pouvoir profiter d'« une vie comme tout le monde » ; phrase que l'on retrouve aussi chez Pedro. Plus tard dans la conversation, il me dira que cette vie « un peu normale » signifie être auprès de sa famille, gagner sa vie, s'installer quelque part. Depuis que je connais Aké, ses projets n'ont pas énormément changé. La « vie normale » dont il rêve c'est d'avoir une stabilité juridique qui lui permette, d'abord, de continuer ses études et d'avoir un emploi. Puis, de retrouver sa famille et dans un futur à plus long terme, retourner en Côte d'Ivoire.

Pour M^{me} Inyangamugayo l'« après » est pensé comme la possibilité d'une « nouvelle vie ». J'ai fait sa connaissance et la connaissance de son mari lorsque j'ai accompagné une intervenante sociale dans leur chambre afin de leur dire qu'ils ne pourraient pas changer de chambre. Ils avaient demandé à être au premier étage car Madame avait un problème aux hanches et avait du mal à marcher. Ils étaient les résidents les plus âgés du CADA. L'intervenante m'avait prévenu en ces termes :

Ils sont trop demandeurs, ils n'arrêtent pas de demander, de demander tout le temps... que cette chambre ne leur convient pas, que les toilettes sont sales, que les voisins crient... (conversation, intervenante sociale, 19/10/04).

En effet, la première fois que nous nous sommes rencontrés, ils n'ont pas tardé à me faire part de leurs critiques vis-à-vis du CADA, de ses conditions de vie « indignes ». Or, très vite la conversation s'est tournée vers les souvenirs de M. Inyangamugayo qui était venu en France il y a une quarantaine d'années faire des études à la Sorbonne. Il m'a raconté ses aventures d'« étudiant étranger à Paris » parce que moi-même j'étais « un peu dans la même situation », tel que l'a exprimé M^{me} Inyangamugayo. Le lendemain de cette première conversation, je suis passée leur rendre visite dans leur petite chambre du deuxième étage du foyer et, cette fois,

ils m'ont raconté leurs vacances en Europe, dans les années 1980. Nous avons passé plusieurs après-midis à discuter sur les voyages, la littérature et les arts des différents pays qu'ils avaient eus l'occasion de visiter. Il s'était instauré entre nous une sorte de camaraderie. Au-delà de la condition d'extériorité par rapport à la société française, que nous partagions et à partir de laquelle nous discutons des habitudes et des usages en France, pour M. et M^{me} Inyangamugayo nous appartenions, eux et moi, à une classe sociale aisée ou tout du moins à une classe intellectuellement plus élevée que la plupart des gens qui gravitent autour du foyer. Je ne suis pas tout à fait sûre que ce soit vrai ni que nous appartenions à la même classe sociale, mais, en tous cas, pour ce couple je constituais un lien vers leur monde passé. En tant qu'étudiante étrangère, j'étais pour eux la possibilité de se souvenir de l'époque où ils fréquentaient des « professeurs » et des « avocats », tel qu'ils l'évoquèrent une fois. Lors de nos conversations, leur déclassement social apparaissait comme une évidence. C'est peut-être cela que les travailleurs sociaux trouvaient gênant chez ces résidents qui, dans les termes d'une intervenante, ne pouvaient pas se faire à l'idée qu'« ici ce n'est pas comme dans leur pays, ils ne sont pas rois ». Famille aisée installée à Kigali, les Inyangamugayo ont dû se séparer lorsque la guerre éclata au Rwanda. Le vieux couple arriva en France en 2002, leurs enfants quittèrent leur pays bien avant et se trouvaient maintenant éparpillés entre les États-Unis, la Belgique et l'Angleterre. Quand j'ai fait leur connaissance, ils attendaient la réponse de l'OFPRA dans l'espoir de retrouver les leurs. Pour M^{me} Inyangamugayo la reconnaissance du statut de réfugié constituait le passeport pour la « nouvelle vie » dont elle rêvait :

« Nous voulons la paix, une nouvelle vie pour la fin de notre vie (...) Les papiers nous permettront de rencontrer nos enfants, nos petits-enfants, d'être ensemble, d'avoir enfin une vie normale » (entretien, demandeuse d'asile rwandaise, 28/10/04).

Le sens que la plupart de mes interlocuteurs attribuent à la « nouvelle vie » est lié à la possibilité de séjourner légalement (en France ou ailleurs) et surtout d'avoir une « vie tranquille ». La constitution d'un réseau social stable, obtenir un emploi et être bien logés apparaissent comme faisant partie du « normal » souhaité. La « nouvelle vie » que l'on retrouve dans les discours de mes interlocuteurs peut à certains égards sembler improbable, ou encore, plus simplement, une phrase reprise aux travailleurs sociaux qui, dans le même sens qu'ils disent « félicitations » à chaque fois

qu'un demandeur d'asile obtient le statut, essaient de remonter le moral d'un résident en lui disant qu'il doit penser à la « nouvelle vie, après », dans pas trop longtemps. On pourrait argumenter qu'une vie de la sorte n'est qu'une image caricaturale et peu véridique de la « vie réelle ». Or, il me semble que ce que mes interlocuteurs disent lorsqu'ils se réfèrent à une « nouvelle vie » est à mettre en lien avec le moment et l'espace dans lesquels ils construisent cet imaginaire. Autrement dit, il suffit d'articuler cette dimension de l'attente portée vers l'avenir avec la temporalité de l'attente comme durée qui se déploie au CADA pour comprendre que les ambitions des demandeurs d'asile rencontrés rendent compte d'un désir, que l'on retrouve chez tous mes enquêtés, d'avoir enfin une existence reposée, c'est-à-dire, de ne plus avoir à déménager à chaque instant, mettre un terme à une vie de circulation voire de nomadisme, et s'installer enfin dans un espace qu'ils considèrent comme leur « maison ». Il ne s'agit pas ici du rêve bourgeois, produit de la société capitaliste, d'avoir une maison. Leur souhait, me semble-t-il, est à mettre en rapport avec leur parcours de circulation contrainte et leur présent au CADA. La maison apparaît ici comme l'image inversée de la vie au foyer. Dans les discours de beaucoup de résidents, la maison constitue l'espace où l'on est « vraiment » chez soi, où personne de l'extérieur n'impose son contrôle ni ne rythme le quotidien. Tel que l'exprimait Sonia, demandeuse d'asile brésilienne, en parlant de la vie au foyer :

Tu as déjà vu comment ça se passe ici ? C'est un peu chiant d'avoir quelqu'un derrière qui vient te dire comment plier les draps, comment élever tes enfants... quand j'aurai ma maison je n'aurai pas à supporter tout ça ! [rires] (conversation traduite du portugais, demandeuse d'asile brésilienne, 15/12/2005)

Ce n'est pas le rêve d'une propriété privée mais d'un espace individuel (familial), où l'on est maître de soi. La maison s'érige dans ce sens comme l'image antithétique du CADA. Installés provisoirement dans une temporalité et une spatialité liminaires – dans une liminalité cristallisée, qui s'étend –, le « normal », c'est-à-dire s'inscrire dans un temps et un espace non-liminaires, constitue le souhait de tous mes interlocuteurs. Or, bien que la « vie normale » apparaisse toujours rattachée à une projection sur l'avenir, il existe aussi de résidents qui tentent de se construire une « vie normale » pendant l'attente, refusant d'attendre l'« après ». Anna, demandeuse d'asile tunisienne mariée à un jeune Palestinien, souhaitait trouver le moyen de reprendre ses études universitaires et ainsi « revenir un peu à

une vie normale ». Dans le même sens, nombreux demandeurs d'asile avouent qu'ils travaillent au noir, non pas tant pour l'argent que pour occuper leurs journées et récupérer une sensation de « normalité » dans leur quotidien.

Métaphores de vie et de mort

L'espoir d'une « vie normale » fleurit à chaque fois qu'une famille obtient le statut. La relecture de mes notes de cet après-midi-là avec Pedro m'a fait penser à la scène à laquelle j'avais assisté quelques mois auparavant, lorsqu'une famille tchétchène récemment statutaire a offert un repas aux intervenants du CADA en signe de remerciement :

Au restaurant, la famille reçoit les intervenants. Il y a une longue table avec plusieurs plats différents, dans un coin attendent les desserts. La jeune femme qui a aidé la mère et la fille dans la préparation des spécialités tchétchènes, nous explique les ingrédients de chaque délice. Au bout d'un moment quelqu'un propose un toast pour le magnifique repas. Le père a du mal à s'exprimer en français, il dit simplement « merci beaucoup à vous », la mère ne s'exprime pas clairement non plus mais elle dit qu'ils sont contents, et qu'ils commencent une « nouvelle vie ». Quelqu'un réplique « félicitations ! » (notes de terrain, 24/02/04).

Quelques jours avant cette scène, Marianne, intervenante au CADA depuis 2002, m'avait confié qu'elle ne voulait plus « féliciter » les résidents lorsqu'ils obtenaient le statut parce que « ce n'est pas encore fini ». Elle se livrait du même coup à une réflexion sur les perceptions des demandeurs d'asile quant à l'« après », une fois que la procédure est finie :

« Le statut est très important pour les gens, et pour nous aussi. Je dis des fois aux gens qui ont leur statut « félicitations ! », maintenant [depuis qu'elle s'occupe de l'insertion des statutaires qui sont encore au CADA] j'essaie de ne pas le dire, mais c'est vrai que le statut est comme une naissance. J'ai entendu dire à des gens qui venaient d'avoir le statut qu'ils se sentaient comme des bébés, qu'il fallait tout construire et qu'ils ne savaient pas du tout comment faire. C'est comme une fête (...) mais, après un moment, ils ne sentent plus cette sensation de fête, ils se découragent... Et pour les déboutés, il y a un homme très charmant qui m'a dit quand il a eu le rejet de la commission de recours qu'il se sentait comme une mort, il m'a dit ' je n'existe plus, j'ai passé deux ans ici et maintenant je n'existe plus du tout » (entretien, référent social, 19/02/04).

Le CADA constitue effectivement un espace où se construisent et circulent des métaphores de vie et de mort en lien avec la résolution de la procédure. Si le statut offre la possibilité d'une « nouvelle vie » à Pedro, ou du moins c'est ce qu'il en pense le jour même de la réponse positive de l'OFPRA, se retrouver debouté devient, pour certains résidents, la mort (une mort sociale). Ainsi, à partir d'un schéma manichéen, se dessinent deux images opposées. M^{me} Koussou, considérait cinq mois après avoir obtenu l'asile, que « être réfugié c'est renaître, mourir et renaître. On a tout, on perd tout et on recommence ». Yalda, demandeuse d'asile iranienne, disait de manière itérative que le statut lui permettrait d'avoir accès à la vie (à une « nouvelle vie ») et que sans « papiers », elle était condamnée à la mort :

Pour moi, papier OFPRA, statut, comme une nouvelle vie et après, moi tranquille. Papier OFPRA c'est la vie, pour moi, ma fille Zahra, ma fille Zahranne. Sans papiers il n'y a pas de vie, mort. Aujourd'hui pas de vie, on attend (conversation, demandeuse d'asile iranienne, 20/04/04).

Dans ce fragment, le futur se présente sous deux formes possibles, la vie ou la mort. Le présent, quant à lui, n'appartient pas plus à la vie qu'à la mort : il est sous le signe de l'attente. Ainsi, Yalda place clairement l'attente dans un entre-deux qui arrivera à sa fin avec la résolution de la procédure juridique. De même pour Klara, dont la biographie sera décrite plus loin, qui estimait : « Nous n'avons pas les pieds sur terre, nous ne touchons pas la terre ni le ciel, nous sommes au milieu, entre les deux ».

La tentation de jouer avec la métaphore du purgatoire (sur terre) pour parler de l'attente au CADA est grande et elle n'échappera pas au lecteur ! Dans les conversations avec les interlocuteurs dont les discours contiennent ces métaphores, j'ai essayé de rapprocher ces images de vie et de mort à leur présent sans véritable succès. Le présent, s'ils en parlent, se trouve toujours associé à une étape intermédiaire, en revanche, la vie et la mort sont toujours rattachées au futur. Dans ce discours, l'attente apparaît comme une souffrance et le présent en CADA comme une mise entre parenthèses (mise en suspens) de la vie, de la vie en tant que *bios*. Le discours à l'œuvre lors des métaphores de vie et de mort associées à l'obtention ou non du statut vient ainsi renforcer quelque peu la dimension pathologique de l'expérience des demandeurs d'asile, rejoignant la figure stylisée et esthétique de la victime. Or, les métaphores de vie et de mort apparaissent notamment chez les résidents qui mobilisent par ailleurs leur

souffrance et exposent leur malheur aux yeux de tous. Comme le notait Erving Goffman (1987), par rapport à la représentation de soi dans *La mise en scène de la vie quotidienne*, il n'est pas nécessaire de croire à son rôle pour le jouer d'une manière convaincante. Car tout en renforçant l'image de la pure victime les demandeurs d'asile qui construisent et tiennent ce discours subvertissent cette figure en transformant le *pathos* en ressource, le stigmaté en un élément de subjectivation. Il s'agit en effet de résidents qui jouent avec les stéréotypes et mobilisent l'étiquette de victime qu'on leur attribue afin d'obtenir certaines aides supplémentaires. Le langage de la vie et de la mort vient se greffer à des attitudes corporelles qui rappellent la souffrance de ces personnes et ajoutent une dimension dramatique au moment de la réponse de l'OFPRA et de la CNDA. Ainsi, ces métaphores renforcent l'image de victimes dignes de compassion. Pour Klara, Yalda ou encore Madina – comme on a pu le voir dans leurs témoignages – la résolution de la procédure d'asile, disent-elles, marquera un tournant vital dans leurs vies. Simone manifestait un sentiment semblable, elle affirmait ainsi, avant d'avoir passé son entretien avec un officier de protection à l'OFPRA, que : « Avoir le statut c'est presque un miracle (...) Ici on est gracié pour quelques mois et au bout d'un temps, allez hop ! C'est fini, tu n'existes plus ! ». La « nouvelle vie » apparaît encore une fois dans cet extrait associée au statut. Un nouvel élément soulève ici d'autres interrogations connexes. Les mots employés par Simone renvoient clairement à une sémantique religieuse.

Aux côtés des demandeurs d'asile qui construisent un discours autour de leur futur après la fin de la procédure dans les termes manichéens décrits plus haut, beaucoup d'autres résidents conviennent que la demande d'asile est une possibilité parmi d'autres, que l'attente au foyer est, comme je l'ai déjà développé, une occasion pour reprendre le souffle avant de continuer le parcours (de circulation). L'horizon d'attente des demandeurs d'asile, pour reprendre la notion de Reinhardt Koselleck (1990), est clairement associé à l'obtention du statut, en réalité, à leur régularisation, quelle que soit la voie pour y arriver. L'attente au CADA n'est donc vécue que comme un moment certes indéfini et rempli de difficultés mais non pas spécialement définitoire. Ce fragment d'une discussion avec un jeune résident permet d'illustrer cette vision des choses :

Je ne sais pas trop ce qu'on va devenir si on n'a pas les papiers mais bon on verra sur le coup, à quoi bon s'angoisser maintenant, on trouvera un moyen de faire avec (conversation, demandeur d'asile congolais, 7/06/05).

Tel que l'écrit Sophie Chaveau (1990 : 231) dans ses *Propos sur l'attente*, «attendre c'est toujours un peu espérer du hasard». C'est précisément cette idée qui guidait un demandeur d'asile congolais qui, quelques mois après être débouté par la Commissions de recours, me disait : «J'ai tenté ma chance, ça aurait été bien si ça marchait mais bon... au moins j'ai tenté», montrant ainsi que pour lui ce n'était pas une question de vie ou de mort mais plutôt un moyen de survie comme un autre.

L'espérance de la religion

Au CADA les travailleurs sociaux disent que parfois la foi brouille le bon sens des gens. Un matin, lors d'une pause café, une intervenante me raconta le « cas » d'une famille africaine qui ne voulait pas payer un avocat pour le recours «sous prétexte que Dieu allait leur donner le statut ». Ils faisaient partie d'une église évangélique. Une autre intervenante qui était dans la salle de café ajouta qu'une fois, cette dame avait refusé d'emmener son petit enfant chez le médecin alors qu'il avait la fièvre, «peut-être qu'elle pensait que c'est Dieu ou leur église qui allait le soigner», se moqua-t-elle. Or, la religion et, plus précisément, la foi et la pratique religieuse semblent contribuer à passer l'attente en insistant sur la dimension d'espérance.

Suri Sirangam est sri lankaise, elle est arrivée à Paris avec ses deux filles âgées de 9 et 17 ans. Son mari, engagé depuis longtemps dans le LTT (*Liberation Tigers of Tamil Eelam*), était venu deux ans auparavant, fuyant l'armée nationale, me raconta Suri un après-midi dans sa chambre du foyer. Elle avait perdu le contact et ignorait où en France il se trouvait et dans quelles conditions. Toutes les trois s'embarquèrent à Colombo dans un vol qui conduisit jusqu'en Italie. Elles prirent ensuite un bus pour Paris. Lorsqu'elle est allée au service de domiciliation de Créteil, elle a expliqué qu'elle cherchait son mari, les intervenants ont bien voulu mener une petite recherche dans leurs dossiers et, coup de chance, ils ont fini par le retrouver quelques semaines après. Il avait obtenu le statut de réfugié et habitait chez des compatriotes à La Courneuve. Il n'a pourtant pas de travail, il est encore très faible à cause des blessures subies au pays. Suri espère avoir la réponse de l'OFPRA dans peu de temps, elle est confiante. L'attente est « difficile », avoue-t-elle, mais la vie au CADA lui permet de «se reposer un moment » et la prière de se sentir mieux. La religion et la foi constituent pour Suri une source d'espoir, sa croyance lui permet de

se sentir forte et rester positive. Elle est *Roman Catholic* et fréquente une petite église qui n'est pas loin du CADA. Elle y a rencontré, il y a quelques mois, une religieuse indienne, tamoule aussi, avec qui elle passe des après-midi entiers à discuter et à prier, ça lui fait du bien :

« Parfois je viens discuter avec elle et on prie ensemble, c'est bien, c'est vraiment bien (...) quand je prie je me sens mieux, je ne pense qu'à ça (...) j'essaie de ne pas penser à tout ça, c'est difficile mais j'essaie de ne pas penser à ça, je prie, c'est ce que je fais et je passe la journée (...) ça m'aide beaucoup à penser que tout va bien se passer, pour mes filles et pour moi. Je me sens mieux à présent et je me sentirai davantage mieux avec la réponse de l'OFPPRA » (entretien traduit de l'anglais, demandeuse d'asile sri lankaise, 12/01/06).

Sans l'intention de tomber dans une approche fonctionnaliste du phénomène religieux, je voudrais néanmoins signaler les usages de la religion, c'est-à-dire ce que certains enquêtés font de/avec la religion. Dans cet extrait par exemple, on voit bien comment la prière et la foi permettent à Suri non seulement de garder et de nourrir l'espoir d'avoir les papiers, mais lui fournissent également une activité pour passer le temps et gommer l'attente. Espérer en attendant. La pratique religieuse apparaît ainsi comme une forme non institutionnelle – à la différence de l'animation, abordée dans le chapitre précédent – d'oublier l'attente, et de retrouver l'espoir.

Après des mois d'aller et retour entre Antananarivo et différents villages dans la campagne malgache, M. Jaraonary arriva à l'aéroport de Roissy en mars 2003. Un ami du parti, qu'il retrouva par hasard dans le métro une semaine après, lui conseilla d'aller à la Croix-Rouge et d'appeler le 115 pour demander un logement. Il resta quelques jours seulement dans un hôtel car il préféra dormir dehors, « les gens me faisaient peur, trop vieux, ils boivent, ils se bagarrent, c'est des clochards », s'excuse-t-il. Lorsque sa femme et son enfant arrivèrent à Paris quelques mois plus tard, il appela la CAFDA et par ce biais ils trouvèrent une place au CADA où j'ai fait leur connaissance. Ils se définissent comme étant « protestants et très croyants ». Ils ont fait quelques amis à l'église Porte des Lilas, ils y vont tous les dimanches :

« Nous sommes contents [parce que] Dieu nous soutien. Après le petit-déjeuner, on l'emmène [leur enfant de trois ans] à la salle de jeu, après on monte lire la Bible et faire la prière (...) [Quand] on pense aux problèmes, au rendez-vous de l'OFPPRA, on ne sait pas ce qui va se passer, on chante et on prie, et ça va mieux » (entretien, demandeur d'asile malgache, 14/04/04).

Le chant et la prière constituent une activité quotidienne pour les Jaraonary. Plus d'une fois je me suis arrêtée en entendant leurs petites voix à travers la porte de leur chambre. « On pense à autre chose », m'explique-t-elle, timide. Ils pensent à leur « nouvelle vie » lorsqu'ils auront une maison et lui un travail. Lorsqu'ils pourront avoir un autre enfant et vivre « tranquilles ». La religion remplit l'attente en même temps qu'elle la déplace vers le futur. Ce faisant, elle couvre la double dimension de l'attente, c'est-à-dire l'attente comme un présent itératif et comme une projection vers l'avenir.

L'à venir

L'attente vit dans l'interrègne, elle brise le système binaire d'un avant et un après mais s'efforce constamment de le rétablir. Pour l'écrivain tunisien Fawzi Mellah (2000), qui a suivi le périple d'un groupe d'immigrés vers l'Europe, les « clandestins », qui emploient « l'essentiel de leurs jours à attendre que quelque chose se passe » (2000 : 51), ne peuvent songer à l'avenir. L'enquête menée en CADA auprès des demandeurs d'asile permet, certes, d'appréhender le rythme monotone de leur attente mais elle permet également de constater que le futur est bel et bien présent dans la vie de résidents. Le *daydreaming* occupe une place non négligeable dans la vie des demandeurs d'asile rencontrés.

Dans son analyse de l'univers carcéral, Manuela Ivone Cunha (1997) montre que la temporalité dans cet espace est coupée du passé et du futur de la même manière, affirme-t-elle (1997 : 62), que les murs séparent la prison du monde extérieur. Le futur est « irréel », il constitue un horizon qui abrite toutes les fantaisies des détenues, surtout les plus improbables. Tout comme en CADA, la rêverie a une place centrale dans la vie en prison. Parfois, elle apparaît comme un soutien important, d'autres fois, au contraire, rêver empêche de se préparer pour faire face à la liberté. L'anthropologue développe son analyse en s'appuyant sur la distinction de Pierre Bourdieu entre le futur et l'à venir.

Étudiant le nouveau système de dispositions à l'égard du temps qui se développe en Algérie lors du passage à l'économie capitaliste, Bourdieu (1963, 1977) distingue l'*à venir* du *futur*. Le premier apparaît comme l'horizon du présent perçu et est essentiellement différent du second puisque ce dernier est construit par le calcul, comme une série

abstraite de possibilités interchangeables et mutuellement exclusives. Ainsi, l'auteur distingue la prévoyance du fellah kabyle, l'anticipation préperceptive, visée des potentialités inscrites dans le donné perçu, qui s'insère dans une conscience perceptive dont la modalité est la croyance ; et la prévision de l'entrepreneur capitaliste qui a un projet, entendu comme projection de possibles imaginés dans une conscience qui n'affirme rien concernant l'existence ou la non existence de son objet. Dans l'à venir le futur n'est pas posé comme tel mais s'intègre comme potentialité actuelle dans l'unité du perçu. L'à venir se donne sur le mode de la présentation, dans la mesure où il est l'horizon concret du présent. Le futur, au contraire, implique le mode de la représentation.

Dans le cas des détenues, Cunha (1997) montre qu'il ne s'agit pas d'à venir en prison mais plutôt de futur : le lendemain de la peine est perçu comme une réalité détachée du présent. Le temps en CADA apparaît, je l'ai déjà abordé, comme une interruption à la manière des perceptions de la temporalité en prison. Cette mise entre parenthèses dans un parcours de vie implique, pour ce qui est de la temporalité en prison, une discontinuité par rapport au passé et au futur. Or, pour ce qui est du temps de l'accueil au foyer, il me semble que, au contraire, le présent de l'attente n'est pas perçu en discontinuité avec le futur « après » la fin de la procédure d'asile. Il s'agit certes d'une halte mais à certains égards, elle s'érige comme une condition de possibilité du futur. Parce que le futur n'est pas complètement détaché du présent. Au CADA, le futur est à mettre en rapport avec le monde extérieur, c'est-à-dire hors du cadre du foyer et après la procédure. Il est généralement perçu comme l'horizon possible du présent et, dans ce sens, il relèverait de l'à venir. L'avenir des demandeurs d'asile est, paraphrasant Krzysztof Pomian (1980 : 9), injecté dans la texture même du présent en CADA.

D'autres espoirs

L'attente qui rythme le temps en CADA découle de la procédure d'asile. Elle est partagée par tous les résidents. Or, d'autres attentes peuvent également se déployer dans l'espace du CADA et venir s'articuler à cette temporalité imposée.

La place du retour

On m'a présenté José au foyer un mardi d'octobre 2004. Très sympathique, il s'est montré ravi de pouvoir discuter en espagnol avec *una muchacha latina* mais il n'avait pas beaucoup de temps, il était pressé. Une réunion pour décider des activités de l'association d'exilés cubains à laquelle il appartenait était prévue et il fallait «se mettre d'accord sur certains aspects des conférences à venir», m'explique-t-il. Il m'a toutefois proposé de lui «faire un entretien» quelques jours plus tard. Cette rencontre, une semaine après, a marqué le début d'interminables discussions politiques, sur «les horizons latino-américains» et «la vie [sa vie, leur vie, notre vie] en Europe». Né à Santa Clara trois ans avant la révolution au sein d'une famille propriétaire d'un petit commerce, son père ne se manifesta jamais ouvertement contre Fidel Castro, malgré l'expropriation de ses biens. À l'époque, José rêvait de devenir le prochain Camilo Cienfuegos ou le Che Guevara, tout comme ses camarades de classe. Il fit le lycée militaire et grimpa très vite les grades jusqu'à devenir un Capitaine important de l'armée révolutionnaire. Il fut attaché à la division de *Inteligencia* et partit aussitôt en Angola, en Éthiopie, au Nicaragua, dans le but de contribuer à la diffusion et à l'exportation de la révolution. En 1994 un événement inopiné vint bousculer sa vie. Je laisse la place à son récit :

«On me met en prison, un peu parce qu'ils ne me faisaient plus confiance, un peu parce que ma famille était engagée [dans l'opposition] (...) à l'époque il commence à se créer un parti, parti de solidarité démocratique et je peux être sincère, moi à l'époque je n'avais rien à voir avec le parti (...) lorsqu'ils n'ont pas pu prouver que j'avais quelque chose à voir avec cette histoire de la situation politique, ils me proposent de commencer à travailler avec eux comme quelqu'un qui dénonce sa famille. Tu comprends ? Pour moi c'est quelque chose de monstrueux, complètement fou, tu comprends. Et j'ai commencé à me faire une idée et (...) c'est à ce moment précis que ma lutte commence» (entretien traduit de l'espagnol, demandeur d'asile cubain, 2/11/04).

Très jeune, la sœur de José se manifesta critique vis-à-vis de la révolution et se mêla de politique de manière clandestine, ce qui suscita, à l'époque, une confrontation ouverte entre frère et sœur. Les tensions diminuèrent et ils restèrent très proches malgré leurs mésententes politiques. Après l'épisode de 1994, il s'éloigna du communisme et peu de temps après adhéra au parti clandestin *Solidaridad Democrática* mais cela ne

dura que cinq ans puisqu'en 2000 il décida de quitter le parti et rejoignit le mouvement *Todos Unidos*. Il démarra une vie politique très active et acquit une notoriété publique, dans la mesure de ce qui est possible en situation de clandestinité, en montant un réseau de *Bibliotecas independientes* au travers desquelles circulaient des livres interdits dans l'île. Il occupa un poste important dans le mouvement tout en assurant la coordination de la région centre du projet des bibliothèques. Les intimidations ne se firent pas attendre :

« Les menaces contre ma personne étaient constantes (...) ils t'indiquent, ils te disent tu ne vas pas rester ici comme ça, ils te menacent et ils menacent la famille. Tu sais, j'ai une fille de 16 ans et ça fait deux ans qu'elle n'étudie pas. Elle a fini *noveno grado* avec 95,7 [sur 100], pourtant, ils ne lui ont pas permis de continuer. Alors cette répression se glisse partout, elle atteint ta famille. Et moi je ne suis pas un dictateur, je n'ai pas le droit de faire de ma fille quelque chose d'inutile, ni de déterminer quoi que ce soit sur ma famille. Je ne pourrais pas supporter la pression, je pense (...) Le travail que je menais était important et cela les a préoccupé (...) j'étais une préoccupation majeure au point que quand je suis monté dans l'avion au José Martí [c'est le nom de l'aéroport de La Havane], ils m'ont averti, ici tu ne reviens plus et si tu reviens ce sera la prison vingt ans » (entretien traduit de l'espagnol, demandeur d'asile cubain, 2/11/04).

Il arriva en France en juillet 2004, dans un vol à destination de Moscou. L'appareil étant de la compagnie Air France, il fit escale à Paris où il demanda – de même que Pedro, compatriote avec qui il voyageait –, « *el asilo político* ». Ils furent maintenus tous deux 48 heures en zone d'attente à Roissy. À la sortie de la ZAPI un compatriote, « *de la oposición también* », les attendait, il ne l'avait jamais rencontré mais il avait ses références depuis Cuba. En fait, José l'avait appelé à leur arrivée. Ils demeurèrent chez lui, dans un grand et bel appartement de la banlieue proche, pendant trois semaines avant d'arriver au CADA où j'ai fait sa connaissance.

Son parcours en France, que je décrirais comme assez exceptionnel et, pour ainsi dire, tout à fait météorique, j'y reviendrai, fit de l'attente de l'asile une période très courte. Bien qu'angoissante et pleine d'incertitude, l'attente de la réponse de l'OFPPA n'était ni la seule ni la plus importante pour José ; en tout cas, il a réussi, comme je le développerai dans le chapitre suivant, à tromper l'attente du nouveau statut juridique. Ce qu'il attendait, ce qu'il espérait de toutes ses forces était le renversement de Castro et, « conséquence logique », tel qu'il le présente lui-même, son retour à Cuba. Je devrais donc le conjuguer au présent car il attend toujours, il espère toujours. De tous les entretiens que j'ai eus avec José,

aussi bien lorsqu'il était demandeur d'asile que depuis qu'il a été reconnu réfugié, il n'a prononcé le terme d'attente (en espagnol le verbe *esperar* et le nom *espera*) qu'en deux occasions. Mais, à la différence d'autres interlocuteurs chez qui le silence ou la pauvreté des mots, pour reprendre Veena Das (2007 : 79), correspond, tel que j'ai pu le montrer, à une impossibilité de dire la violence quotidienne de l'attente normalisée, José est un interlocuteur loquace, il a un discours sur sa propre biographie et du même coup se voit porteur du discours politique de *la oposición*. Le fait de ne pas dire son attente ne tient pas des mêmes causes. En fait, pour lui l'attente n'était ni incertaine ni d'une durée indéfinie. Elle était tout de même indéterminée mais José ne la percevait pas ainsi. Bien qu'on ne lui ait pas dit quand il allait recevoir la réponse de l'OFPPRA, José affirme avoir eu un bon *feedback* de la part de l'officier de protection avec qui il s'est entretenu, et qui lui a dit qu'il n'allait pas attendre longtemps avant d'avoir le résultat. J'ai l'impression qu'il n'a pas vécu l'attente comme une temporalité dominante et enveloppante, comme c'est le cas pour la plupart des résidents. Au contraire, pour José, le temps au foyer constituait une période pour tisser des liens, apprendre quelques peu le français et développer son activité politique. Je reviendrai sur ces aspects dans le chapitre suivant. Ici, je voudrais plutôt souligner son utilisation du terme attente, qui s'est produite seulement à deux reprises pour faire allusion à autre chose que son attente du statut : la première fois, ce n'était qu'un usage anodin du terme, lorsqu'il expliquait qu'il avait dû attendre, avec son compagnon de voyage, trois heures jusqu'au départ de l'avion pour Moscou avant de se présenter aux autorités pour demander l'asile. La deuxième fois, par contre, il disait sa véritable attente en parlant de son futur et de celui de sa famille qui arrivait en France quelques jours plus tard, lorsqu'il exprimait son attente (de la mort de Fidel Castro) pour retourner à Cuba. La place du retour au pays est centrale dans la biographie de José, sa « nouvelle vie », exprime-t-il, n'advient que lorsqu'il pourra retourner à Cuba. Entre le retour souhaité et le retour impossible, s'ouvre une temporalité de l'attente, en France, au CADA d'abord, dans un centre provisoire d'hébergement pour réfugiés ensuite. L'attente est ici désir, expectative, espoir. Elle est un projet au futur en même temps qu'une expérience au présent. Abdelmalek Sayad (1998) insistait sur le retour comme étant un élément constitutif, une sorte de constante, de la condition de l'immigré, un désir et un rêve de tous les immigrés, de même qu'un fantasme qui hante leurs consciences. Il estimait pourtant que le retour ou l'éventualité du retour des exilés politiques ne peuvent s'envis-

sager de la même manière que dans le cas des autres émigrés. Parce que leur retour est suspendu, au moins en théorie, à un éventuel changement de contexte politique, à une modification qu'on souhaite radicale du régime politique qu'on tient pour responsable de l'expatriation. De ce fait, il s'ensuit que les exilés seraient tendanciellement plus favorablement disposés, en dépit des intentions politiques qui peuvent continuer à les animer, en dépit du fait qu'ils peuvent continuer à lutter pour des changements politiques dans leurs pays, à une installation définitive, c'est-à-dire sans esprit (et non pas seulement sans espoir) de retour dans le pays d'origine (Sayad, 1998 : 33-34). Or, l'attitude de José semble contester cette idée. Il ne se lasse pas de répéter que la disparition de Fidel entraînera des changements radicaux dans le pays et que cela ne devrait pas arriver dans trop longtemps. Il dit souvent que « si aujourd'hui meurt Fidel Castro, je prends demain le premier vol pour Cuba ». Ses espoirs sont alimentés par le simple fait de la biologie humaine : « Il est vieux, il ne va pas tenir trop longtemps ».

Pour Michel Agier (2006, 2008), la situation considérée « provisoire » où se trouvent réfugiés et déplacés internes place la référence normative au retour chez soi au centre de l'assignation identitaire que le monde produit sur les réfugiés. L'illusion qu'un retour de réfugiés produit naturellement des bienfaits est ancrée dans les discours identitaires (retour aux « origines », retour « chez soi », etc.), comme si l'on pouvait revenir en arrière dans le temps, retrouver intacts son village, sa famille, sa propre personne d'avant la guerre (ou de ce qui était à l'origine de leur fuite). De fait, le « retour » se situe ou bien dans un imaginaire nostalgique, qu'il soit national ou familial, ou bien dans un futur indéfini et préoccupant. Pourtant, quoi qu'il en soit des incertitudes réelles du rapatriement des réfugiés, la parole d'un réfugié face à tout interlocuteur contextuel s'inscrit dans la logique normative, identitaire et essentiellement politique, du retour. C'est sous cette perspective que l'on peut comprendre le fragment d'entretien qui suit, où Aké manifeste son souhait de retourner en Côte d'Ivoire :

« Une fois que la paix, une fois que les frères ivoiriens seront d'accord sur un principe de démocratie, moi je crois qu'à partir de ce moment il est temps de rentrer chez moi avec ma fille (...) il faudrait un vrai pouvoir démocratique en Côte d'Ivoire, à partir de ce moment, oui, ce qui m'a amené en France ne sera plus à l'ordre du jour alors je peux rentrer à Bouaké et vivre tranquille » (entretien, demandeur d'asile ivoirien, 19/12/05).

Deux ans plus tard, Aké me dira, dans un contexte beaucoup plus informel et personnel, que « retourner c'est un rêve mais aujourd'hui je m'y vois pas trop ». Sans renier complètement de son engagement politique, Aké semble à l'heure actuelle placer le retour plus dans un imaginaire nostalgique que dans un temps futur. Pour M. et M^{me} Inyangamugayo, le retour est également rattaché dans leur discours à un sentiment de nostalgie, nourri du chagrin de celui qui sait que son désir est un impossible. Leur âge avancé apparaissait fréquemment dans nos conversations : ils répétaient qu'ils n'allaient « plus jamais » revoir leur Rwanda natal et qu'ils étaient « condamnés » à passer le reste de leur vie loin de leur pays :

« Maintenant c'est trop tard, on ne peut pas venir en arrière et on ne pourra plus jamais revoir l'Afrique, rentrer au pays... On va vivre avec cette douleur jusqu'à la fin » (entretien, demandeur d'asile rwandais, 8/11/04).

Cet extrait rappelle ce que note Vladimir Jankélévitch (1974) à propos du retour qui apparaît dans l'imaginaire, au-delà de l'affirmation politique, comme le remède à la nostalgie, considérée comme la souffrance liée au mal du pays. Cette « douleur » dont en parle M. Inyangamugayo est effectivement le mal du pays et, selon lui, elle ne pourra être guérie que s'ils retournent au Rwanda, ce qu'ils sont persuadés ne va jamais arriver. Pour eux, il s'agit de récupérer une « vie tranquille » et de retrouver leurs enfants qui se trouvent réfugiés dans différents pays. M^{me} Inyangamugayo souhaite « une nouvelle vie pour la fin de notre vie, quelque part, n'importe où, où nous pourrions nous installer et avoir nos enfants près de nous ». À la différence de José, pour ce couple, s'ils obtiennent le statut, la « nouvelle vie » engage, comme l'affirmait Sayad (1998), la possibilité d'une installation définitive. Pour les Inyangamugayo il ne s'agit pas tant d'envisager une installation en France mais d'aller là où sont leurs enfants et petits enfants, afin de recomposer ce que la guerre fit éclater il y a plus de dix ans.

D'autres attentes

Pour Karina, il s'agissait d'une autre attente. J'avais entendu parler d'elle bien avant de faire sa connaissance. De sa « situation difficile », tout le monde discourait au CADA. Alors qu'elle finissait ses études de

commerce en Russie, elle rencontra son futur mari et partit avec lui à Grozny, en Tchétchénie, d'où il est originaire. Ils arrivèrent en France en juillet 2003 avec leur petit garçon de deux ans. Ils obtinrent une place en CADA six mois après. Le couple étant déjà très dégradé, elle savait qu'il fallait rester ensemble si elle voulait garder une chance d'obtenir les papiers. C'est d'ailleurs ce qui arrive à beaucoup de couples en cours de procédure. Lorsque j'ai rencontré Karina pour la première fois, elle était déjà statutaire et avait quitté son mari, qui la battait : « J'ai dû attendre la réponse de l'OFPRA, mais j'attendais surtout pour pouvoir quitter mon mari » Et le jour même de la réception du courrier de l'OFPRA, elle demanda à son mari de quitter le foyer. Les intervenants du CADA étaient au courant pour les agressions physiques que son mari lui faisait subir et lui ont donc « donné un coup de main » pour le « convaincre » de quitter le Centre et lui trouver une place dans un autre foyer. Mais ce n'était pas encore fini. Il la suivait dans la rue, disparaissait avec son enfant pendant plus d'une journée sans avertir. Il la menaçait. Peu de temps après l'entretien que nous avons eu en octobre, une intervenante a réussi à trouver une place pour elle et son enfant dans un centre provisoire d'hébergement en Normandie. Je suis donc allée dans sa chambre lui dire au revoir. « Je recommence. Je commence une nouvelle vie », me dit-elle contente.

La situation de Madina Isminova présente quelques traits similaires. Elle attendait depuis plusieurs mois la réponse de l'OFPRA lorsque j'ai fait sa connaissance. Comme Karina, tout ce qu'elle attendait c'était la fin de la procédure (et une réponse positive) pour pouvoir divorcer de son mari. Madina se sentait « un peu mieux » depuis que son mari était parti dans un autre CADA à la suite d'un épisode violent où la police avait dû intervenir. Lorsqu'il était au foyer, les choses n'étaient pas faciles. Elle raconte ainsi une situation récurrente :

« Si je parle avec M^{me} S [une résidente d'origine russe], il [son mari] me demande pourquoi tu parles avec cette dame. Il dit que ce n'est pas bien qu'elle habite ici au foyer. Mais je parle bien le russe, à Grozny il y a beaucoup de Russes. Si M^{me} S. me parle, je réponds, on discute un peu, c'est normal. Mais il ne trouve pas ça bien et après il me tape » (entretien, demandeuse d'asile tchétchène, 13/04/04).

Les extraits d'entretiens et les fragments de biographies ci-dessus rendent bien compte de la diversité de parcours et d'expériences. Si le

retour est le plus grand espoir de José et si son attente ne s'est donc pas arrêtée avec l'aboutissement de la procédure d'asile, le divorce constitue l'attente et le désir prioritaire de Karina et de Madina. L'attente désespérée de nouvelles de la famille et des amis restés au pays peut également constituer une autre attente. Une attente qui est aussi une crainte, la peur de se demander si ceux qu'on aime sont toujours en vie. Tel était la situation de M Tergaïev, un réfugié tchéchène hébergé en CADA, qui me confie :

« ici tout est patience et attendre. Dur, beaucoup de mes amis, ma famille, sont en Tchétchénie, je ne sais pas s'ils sont morts ou s'ils sont toujours en Tchétchénie. J'attends des nouvelles » (entretien, réfugié tchéchène, 17/02/04).

M. Tergaïev formule cette attente des nouvelles de sa famille alors que l'attente des papiers a déjà fini. Lorsque j'ai fait sa connaissance, il était déjà statuaire. De son attente du statut, il dira qu'elle était traversée par l'angoisse d'avoir des nouvelles des proches. Bien entendu, cela est prononcé lorsque l'attente primordiale est celle des nouvelles et il se peut que cette dernière déteigne sur le souvenir de l'attente du statut.

Plus d'attente, aucun espoir

Je revois Aké en juillet 2006 après avoir été quelque temps sans nouvelles. Il n'a pas l'air en forme. Après un café partagé à une table avec ses compatriotes, en rigolant sur la coupe du monde, la composition de l'équipe des bleus et le match Côte d'Ivoire – Argentine, nous prenons un deuxième café à une petite table un peu éloignée. Il n'en peut plus, m'avoue-t-il et se livre aussitôt à un monologue confus sur son angoisse actuelle. Il continue à prendre les petits boulots d'intérim d'un ami mais il n'arrive plus à dormir, sa mère lui vient toujours à l'esprit, il ne sait plus quoi faire. Il se sent coupable de son décès et en plus il sent que sa vie n'avance pas. Il ne se sent pas non plus père, bien qu'il appelle sa petite fille plusieurs fois pas semaine, il se demande ce que c'est que d'être père, il sent qu'il n'a pas passé suffisamment de temps avec sa fille et que maintenant tout ça est trop loin. Il dit que parfois il regrette sincèrement sa participation dans la rébellion, il s'en veut parce que cela n'a fait que déclencher le malheur. Et ici il n'est pas à l'aise, rien ne marche. Il ne

supporte plus le CADA, il ne participe plus aux activités, il n'a plus envie de voir les gens, ni ses voisins, ni ses amis compatriotes. « J'ai fait un truc que tu ne vas pas aimer j'imagine », me dit-il enfin. Il venait d'avoir un entretien pour entrer dans la Légion Étrangère. C'était pour lui la possibilité de finir avec cette situation d'incertitude et de soumission, tout laisser derrière, avoir un salaire, une « vie utile », nul besoin de papiers. « On change ton nom, t'es forcé d'oublier tout ce que t'étais, pendant quelque temps tu ne peux plus avoir contact avec l'extérieur », m'explique-t-il. Il avait passé avec succès les examens médicaux et psychologiques. Il devait prendre sa décision et s'y rendre pour signer un engagement de deux ans. J'étais perplexe, celui qui m'avait avoué avoir eu une peur bleue lorsqu'au théâtre, lors d'une sortie récréative organisée par le CADA, un comédien tirait sur un faux pistolet ; celui qui ne se sentait pas à sa place en France et qui désirait retourner chez lui, celui qui aspirait à une vie paisible et reposée ; cette même personne voulait maintenant contribuer à « sauvegarder les intérêts français à l'étranger », selon ce que postule le site internet de la Légion Étrangère. Je ne pus m'empêcher de lui dire ce que j'en pensais, je lui ai même demandé, en évoquant l'opération Licorne, s'il avait envisagé la possibilité qu'on l'envoie défendre la France en Côte d'Ivoire. Je m'en voulais ensuite d'avoir fait la morale à mon enquêté... mais finalement, je me dis aujourd'hui que s'il s'agit d'une relation d'échange et une espèce particulière d'amitié, ça aurait été trahir ce pacte que de cacher ce que j'en pensais vraiment alors qu'il me commentait quelque chose à propos de quoi il soupçonnait ma réaction.

Je n'avais pas compris sur le coup que la Légion était pour lui un moyen de rompre avec l'attente, d'anéantir une temporalité qu'il avait du mal à supporter. Aké pensait que cette voie désespérée lui permettrait de gommer les images de cauchemar, les souvenirs douloureux et de repartir de zéro. Non pas pour avoir une « nouvelle vie » mais pour enterrer cette existence au présent, pour ensevelir le passé et que d'autres décident à sa place de son futur. Aké n'en pouvait plus, il n'avait plus de prétentions sur l'avenir, cet après-midi-là il semblait avoir perdu tout espoir.

Avant d'essayer de tirer quelque chose de l'expérience d'Aké qui puisse nourrir la réflexion sur la temporalité de l'attente, je présenterai brièvement la biographie de Klara.

Originaire de la République musulmane d'Oufa, en Russie, Klara Golounova était institutrice d'école primaire. C'est justement à l'école où elle travaillait qu'elle a connu son mari. Avec leurs enfants âgés de 2 et 5 ans, ils arrivèrent en France par voie terrestre en 2003. Après quelques

mois dans un foyer à Noisy le Grand, ils réussirent à avoir une place en Transit au centre où j'ai fait sa connaissance. Ils avaient déjà eu un rejet de l'OFPRA et ils attendaient la convocation à la CRR. Klara est une jeune femme souriante, elle parle bien le français, qu'elle a appris en autodidacte. Elle se moque souvent de son mari qui a toujours du mal à s'exprimer et n'éprouve aucune envie d'apprendre. En essayant d'être réaliste, elle assumait que leurs chances d'obtenir le statut étaient maigres mais se disait qu'ils trouveraient toujours un moyen de régulariser leur situation. Elle comptait rester en France coûte que coûte, « même si ici on est des personnes de troisième sort ». Sa plus grande crainte en Russie, me confie-t-elle un jour, n'est pas d'ordre politique, bien qu'ils aient eu des « problèmes politiques » dans leur pays. Klara avait un problème oncologique qui lui avait coûté une jambe à l'âge de 16 ans, à cause d'un mauvais diagnostic et un manque de traitement.

« Je ne crois pas aux médecins de mon pays et je dois surveiller mes enfants pour éviter la maladie oncologique. Le fils de mon frère est mort de ça à 4 ans [elle pleure] (...) Quand je suis tombée enceinte, mon médecin m'a dit que c'était dangereux mais que c'était mon choix si je voulais avoir des bébés. J'ai choisi mais j'ai très peur, j'ai vécu tout ça à cause du mauvais diagnostic, je n'ai pas eu de traitement » (entretien, demandeuse d'asile russe, 23/11/04).

Klara m'a toujours paru quelqu'un d'optimiste, si elle se plaignait d'ennui au foyer ou de mauvais traitement voire de discrimination subie ici ou là, elle montrait aussitôt sa capacité à « prendre sa vie en main », à ne pas « rester les bras croisés ». Néanmoins, cet après-midi-là tout paraissait noir : « je n'attends plus rien, je n'attends ni les papiers ni la convocation, ni rien. On ne peut pas passer toute la vie à attendre quelque chose. Je n'attends plus ». Klara semblait avoir perdu tout espoir. Elle travaillait de temps à autre, elle s'occupait de ses enfants, de sa santé (notamment des soins pour sa prothèse, qu'elle venait de renouveler), des vacances à venir et des possibilités de faire du camping quelque part près de la mer, mais elle n'attendait plus, elle paraissait résignée :

On a 90 % de chances d'avoir un négatif, je le sais... je ne pense plus à la convocation, ça ne sert à rien. Je n'attends plus rien. Ici... je ne dis pas que la vie ici est normale, bien sûr que non, mais on s'est habitué, on passe tellement de temps ici... mais pour moi, c'est fini, je n'attends plus rien. (entretien, demandeuse d'asile russe, 7/04/05).

Malgré leurs grandes différences, les deux expériences de désespoir brièvement décrites, celle de Klara et celle d'Aké, permettent, je pense, d'illustrer à quel point l'attente n'est pas seulement le fait de passer le temps à faire passer le temps, c'est-à-dire, l'attente comme expérience temporelle dans la durée, mais également dans sa dimension portée vers le futur. En d'autres termes, sans projection du/au futur, sans espérance, il n'y a pas d'attente. Même si la langue française (mais aussi la langue anglaise et l'italienne, pour ne citer que les exemples que je connais) distingue attendre et espérer... Pour qu'il y ait attente, il faut qu'il y ait espoir, si minime qu'il soit.

Quelques semaines après ce malheureux après-midi d'avril, la convocation à la Commission des recours arriva et avec elle, les prétentions sur l'avenir et les projets au futur réapparurent avec une force renouvelée. Klara attendait toujours. Quant à Aké, il s'est finalement désisté à la Légion Étrangère. Il continuait à attendre. Il recommençait à espérer.

* *

*

Pénélope apparaît comme la figure par excellence de celui ou celle qui attend. Elle attend le retour de d'Ulysse et dans son attente, elle fait attendre ses prétendants en essayant de retarder le moment du remariage avec l'un d'entre eux. Pendant l'attente, Pénélope tisse une toile, qu'elle défait pendant la nuit afin d'arrêter le temps et le maintenir dans un présent perpétuel qui lui permet de différer le moment du remariage et de garder un espoir de voir revenir son mari. Le tissage est pour elle un stratagème. Il s'agit autant de piéger le temps pour passer l'attente que de piéger les prétendants. Il s'agit surtout d'apprivoiser l'attente, de garder l'espoir. Ces pages ont traité de la dimension d'espérance déployée dans l'attente en CADA. Bien que la prospection du futur se heurte à chaque fois, inexorablement, à une limite infranchissable car elle échappe à l'expérience (Koselleck, 1990), il est possible d'examiner la dimension de l'attente portée vers le futur. Cela parce que, dès lors qu'elle se réfléchit au niveau de la conscience, elle fait partie des expériences vécues. Les demandeurs d'asile rencontrés m'ont fait part de leurs attentes d'une « nouvelle vie » après la fin de la procédure d'asile.

Aucun de mes interlocuteurs ne rêve d'un futur comme celui imaginé par Sylvestre Amoussou dans le film *Africa Paradis*, où l'Europe centrale

sombre dans la misère tandis qu'ailleurs, en Afrique dans le film mais ça pourrait être n'importe où, la vie est prospère et les indésirables d'aujourd'hui sont les hommes riches et heureux de demain⁸⁵. Les imaginaires de normalisation ne sont pas aussi fabuleux, ils rendent compte plutôt du désir (plus modeste ?) d'une vie paisible et reposée. D'une vie qui ne soit plus hantée par le souvenir d'un passé douloureux, qui ne soit plus sous le signe d'un présent douteux et incertain. D'une vie qu'ils qualifient comme « normale », c'est-à-dire où ils auront une stabilité juridique leur permettant de trouver un emploi et de s'installer enfin quelque part. Cet imaginaire peut à certains égards sembler caricatural mais dès lors qu'on le place dans le contexte où il est construit et où il est énoncé, il acquiert une signification beaucoup moins stéréotypée. La « vie normale » se construit en opposition à leur présent en CADA, caractérisé par le provisoire et le liminaire de l'attente. Ainsi, le souhait d'avoir une maison, que l'on retrouve dans le discours de beaucoup de demandeurs d'asile rencontrés, apparaît comme l'image inversée de la vie au foyer, où, finalement, les résidents ne se sentent pas chez eux.

Le CADA constitue également l'espace où se déploient des métaphores de vie et de mort associées à l'obtention ou non du statut. Ce discours, construit par certains résidents, semblerait renforcer la dimension pathologique de l'expérience des demandeurs d'asile, rejoignant la figure stylisée de la pure victime. Or, tout en renforçant cette image, les demandeurs d'asile qui construisent et tiennent ce discours subvertissent cette figure en transformant le *pathos* en ressource, le stigmaté en un élément de subjectivation.

À la temporalité de l'attente caractéristique du CADA (qui découle de la politique d'asile), peuvent s'ajouter d'autres attentes liées à de situations familiales, personnelles et/ou politiques. Le retour au pays acquiert une place importante dans l'imaginaire de certains résidents qui le pensent comme une utopie (donc un impossible), un rêve lointain (qui se place dans un registre nostalgique) ou une certitude (qui fait partie des projets au futur).

Le matériau recueilli rend compte du poids de la dimension d'espérance dans le quotidien de l'attente. Les expériences d'Aké quand il envisage de s'inscrire à la Légion Étrangère et de Klara quand elle est au bout de ses forces illustrent bien l'articulation de la double dimension temporelle de l'attente. Elles permettent de saisir que lorsque il n'y a plus d'espoir l'attente s'efface, perdant ainsi toute sa signification. L'attente n'est que dans la durée et portée vers l'avenir.